

4. Lawful currency of the Central African Republic, including credits thereof, which is acquired by the Government of the United States of America pursuant to a transfer of currency or from the sale of property transferred under an investment guaranty shall be accorded treatment by the Government of the Central African Republic with respect to exchange, repatriation or use thereof, not less favorable than that accorded to funds of nationals of the United States of America derived from activities similar to those in which the investor had been engaged, and such currency may in any event be used by the Government of the United States of America for any of its expenditures in the Central African Republic.

5. Any dispute regarding the interpretation or application of the provisions of this Agreement or any claim against the Government of the Central African Republic to which the Government of the United States of America may succeed as transferee or which may arise from the events causing payment under an investment guaranty shall, upon the request of either Government, be the subject of negotiations between the two Governments and shall be settled, insofar as possible, in such negotiations. If, within a period of three months after a request for negotiation, the two Governments are unable to settle any such dispute or claim by agreement, the dispute or claim shall be referred upon the initiative of either Government, to a sole arbitrator, selected by mutual agreement, for final and binding determination in light of the applicable principles of international law. If the two Governments are unable to select an arbitrator within a period of three months after indication by either Government of its desire to arbitrate, the President of the International Court of Justice shall, at the request of either Government, designate the arbitrator.

Upon receipt of a note from Your Excellency indicating that the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Central African Republic, the Government of the United States of America will consider that this note and your reply thereto constitute an Agreement between our two Governments on this subject, the agreement to enter into force on the date of your note in reply. Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

CLAUDE G. ROSS

His Excellency

JEAN-ARTHUR BANDO,
*Acting Foreign Minister,
Ministry of Foreign Affairs,
Bangui.*

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Investment Guaranties

*Agreement effected by exchange of notes
Dated at Bangui December 31, 1964;
Entered into force January 1, 1965.*

The American Ambassador to the Acting Foreign Minister of the Central African Republic

AMERICAN EMBASSY
Bangui, December 31, 1964

No. 37

EXCELLENCY:

I have the honor to refer to conversations which have recently taken place between representatives of our two governments relating to investments in the Central African Republic which further the development of the economic resources and productive capacities of the Central African Republic and to guaranties of such investments by the Government of the United States of America. I also have the honor to confirm the following understandings reached as a result of those conversations:

1. The Government of the United States of America and the Government of the Central African Republic shall, upon the request of either Government, consult concerning investments in the Central African Republic which the Government of the United States of America may guaranty.
2. The Government of the United States of America shall not guaranty an investment in the Central African Republic unless the Government of the Central African Republic approves the activity to which the investment relates and recognizes that the Government of the United States of America may guaranty such investment.
3. If an investor transfers to the Government of the United States of America pursuant to an investment guaranty, (a) lawful currency, including credits thereof, of the Central African Republic, (b) any claims or rights which the investor has or may have arising from the business activities of the investor in the Central African Republic or from the events entitling the investor to payment under the investment guaranty, or (c) all or part of the interest of the investor in any property (real or personal, tangible or intangible) within the Central African Republic, the Government of the Central African Republic shall recognize such transfer as valid and effective.

TIAS 5747

(2556)

*The Central African Republic Ministry of Foreign Affairs to the
American Ambassador*

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

UNITÉ - DIGNITÉ - TRAVAIL

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Service de la Coopération
Economique et Culturelle

N°. 403/MAE/OEC-III-G-4

Le Ministère des AFFAIRES ÉTRANGÈRES présente ses compliments à l'AMBASSADE des ETATS-UNIS d'Amérique à Bangui et se référant à sa Note relative aux investissements en République Centrafricaine qui pourraient accélérer le développement de ses ressources économiques et de sa capacité de production, et à l'émission par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de garanties étendues vis à vis de ces investissements.

Le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de confirmer à l'Ambassade les arrangements suivants qui sont le résultat des conversations qui ont eu lieu récemment entre les représentants du Gouvernement de Son Excellence et le Gouvernement de la République Centrafricaine.

1. Le Gouvernement de la République Centrafricaine et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se consulteront, à la requête de l'un ou de l'autre d'entre eux, au sujet d'investissements en République Centrafricaine à l'égard desquels des garanties pourraient être données par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.
2. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne garantira aucun investissement en République Centrafricaine à moins que le Gouvernement de la République Centrafricaine n'approuve l'activité sur laquelle porte cet investissement et ne reconnaisse au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le droit de garantir un tel investissement.
3. Si un citoyen américain ou une société américaine ayant effectué un investissement transfère au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en vertu d'une garantie de cet investissement, (a) des montants en devises légales, y compris les crédits en devises légales de la République Centrafricaine, (b) toutes réclamations ou droits existants ou pouvant survenir du fait de ses activités en République Centrafricaine ou du fait de circonstances l'habilitant à recevoir un paiement au titre de la garantie d'investissement, ou (c) le tout ou une partie de l'intérêt de la personne ayant effectué un investissement dans une propriété (immobilière ou mobilière, tangible ou intangible) située en République Centrafricaine le Gouvernement de la République Centrafricaine reconnaitra ce transfert comme une opération valable et réelle.
4. Les devises légales de la République Centrafricaine, y compris les crédits en devises légales, acquis par le Gouvernement des Etats-

Unis d'Amérique en vertu d'un transfert de devises ou d'une vente de propriété transférée au titre d'une garantie d'investissement, recevront de la part du Gouvernement de la République Centrafricaine, en ce qui concerne leur échange, leur rapatriement ou leur utilisation, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé à ces fonds appartenant à des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique qui proviennent d'activités semblables à celle de la personne ayant effectué des investissements, et ces devises pourront en tout cas être utilisées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour toutes dépenses en République Centrafricaine.

5. Tout litige concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent accord, ou toute réclamation contre le Gouvernement de la République Centrafricaine à laquelle le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique peut succéder en sa qualité de bénéficiaire d'un transfert, ou en conséquence d'un paiement au titre d'une garantie d'investissement, seront l'objet de négociations entre les deux Gouvernements, à la demande de l'un ou de l'autre d'entre eux, et seront réglés dans toute la mesure du possible par ces négociations. Si, après un délai de trois mois après une demande de négociation les deux Gouvernements ne parviennent pas à régler un tel litige ou une telle réclamation par un accord, le litige ou la réclamation seront renvoyés, sur l'initiative de l'un ou de l'autre des Gouvernements, à un arbitre unique, choisi d'un commun accord, pour une décision définitive et obligatoire en fonction des principes de Droit International applicables. Si les deux Gouvernements ne parviennent pas à choisir un arbitre dans un délai de trois mois après que l'un ou l'autre des Gouvernements ait manifesté son désir d'avoir recours à l'arbitrage, le Président de la Cour Internationale de Justice nommera l'arbitre, à la requête de l'un ou de l'autre Gouvernement.

Le Ministère des Affaires Etrangères prie l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique de bien vouloir considérer sa Note sus-visée relative aux investissements en République Centrafricaine et la présente réponse comme constitutives d'un Accord entre nos deux Gouvernements à ce sujet, Accord entrant en vigueur à la date du premier Janvier mil neuf cent soixante-cinq.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour réitérer à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique les assurances de sa haute considération./-



BANGUI, le 31 Dec. 1964

AMBASSADE DES ETATS-UNIS

D'AMÉRIQUE à

- Bangui -

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Division of Economic and Cultural
Cooperation

No. 4931/MAE/CEC-III-G-6

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of the United States of America at Bangui and refers to the Embassy's note concerning investments in the Central African Republic which may further the development of its economic resources and productive capacities, and to the issue by the Government of the United States of America of guaranties covering such investments.

The Ministry of Foreign Affairs has the honor to confirm to the Embassy the following understandings which are the result of the conversations held recently between representatives of its Government and the Government of the Central African Republic.

[For the English language text see *ante*, pp. 2556-2557.]

The Ministry of Foreign Affairs requests the Embassy of the United States of America to consider its above-mentioned note, concerning investments in the Central African Republic, and this reply as constituting an Agreement between the two Governments on this subject, the Agreement to enter into force on January 1, 1965.

The Ministry of Foreign Affairs avails itself of this occasion to renew to the Embassy of the United States of America the assurances of its high consideration.

[Initialed]
[Ministry seal]

BANGUI, December 31, 1964

THE EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA,
Bangui.